

Intervention de Mounir Satouri
Vœu du groupe EELV « Pour un Grand Paris de l'Égalité »

Monsieur le président,
Mes chers collègues,

Vous vous en doutez, la vocation de vœu fut d'abord de faire résonner au sein de l'assemblée régionale le cri d'alarme lancé il y a peu par notre ami et collègue Stéphane Gatignon. Quand un maire est contraint à engager une grève de la faim devant l'Assemblée Nationale pour disposer de moyens suffisants pour faire fonctionner sa commune, c'est qu'il y a un problème grave.

Grave, car les inégalités que nous dénonçons tous ont véritablement explosé avec la crise. J'en veux pour preuve le dernier rapport de l'ONZUS, qui montre que la situation dans les quartiers s'est fortement dégradée en quelques années, et bien plus rapidement que dans le reste du pays.

Mais grave surtout, car ni l'action de l'Etat, ni celle des collectivités n'ont été en mesure d'endiguer ce phénomène. La faute à un déficit de la gouvernance, certes, mais aussi à un manque de solidarité entre les territoires riches, et moins riches.

La question est donc : qu'est-ce que nous pouvons, et devons faire ?

Une nouvelle étape de décentralisation est en marche et les débats sur l'avenir du Grand Paris se déroulent en ce moment même. La Région doit prendre position dans ce débat. Et vous le savez, les écologistes ont un ADN régionaliste, il est donc normal que nous défendions le rôle de la Région.

Bien sûr, nous ne fermons pas la porte à une réorganisation de la gouvernance du centre, elle est nécessaire. Nous faisons ou soutenons d'ailleurs un certain nombre de propositions en ce sens : mutualisation des syndicats techniques, instauration d'un PLU métropolitain, partage des ressources fiscales ou encore création d'un samu métropolitain. Pour ces domaines, le principe de subsidiarité nous semble être respecté, et la coopération plus que nécessaire.

Mais nous disons : attention. La métropole parisienne ne fonctionne pas hors sol. Ce que nous refusons, c'est que l'on considère la métropole uniquement sous l'angle de la compétition mondiale entre les villes. La zone dense francilienne est ancrée dans un ensemble géographique bien plus vaste et plus complexe. Pour fonctionner, elle a besoin des territoires périurbains et ruraux qui l'entourent avec lesquels les échanges sont permanents. Ils lui fournissent les ressources alimentaires, environnementales et énergétiques dont elle dépend : c'est le cas de l'eau de la Seine-et-Marne, de la production agricole du plateau de Saclay et du triangle de Gonesse, ou des projets énergétiques que le SRCAE et le Schéma Régional Eolien nous enjoignent à réaliser.

Ce qu'il manque à l'Île-de-France, c'est une capacité à coordonner les efforts des acteurs locaux, qu'ils soient urbains, périurbains ou ruraux. C'est l'amplification, non pas à la marge, mais massive des mécanismes de solidarité. C'est la constitution d'intercommunalités de taille critique pour mettre en œuvre les politiques régionales sur les territoires. C'est un renouveau démocratique des institutions, avec des modes de scrutins plus représentatifs des différentes sensibilités, et qui permettent le vote des étrangers non communautaires. Voilà le sens et le rôle que ce vœu souhaite confier à notre belle institution.

C'est pour ces raisons que nous demandons le renforcement des compétences régionales, la création de nouveaux leviers fiscaux et de nouvelles solidarités, ou encore la constitution d'une Autorité Organisatrice du Logement à l'échelle de l'Île-de-France.

Je vous remercie.